

ST 11 « Enjeux théoriques et méthodologiques d'une cartographie dynamique des espaces militants »

Paul CORMIER, Centre Emile Durkheim (Sciences Po Bordeaux) – Institut d'Etudes Politiques Historiques et Internationales (Université de Lausanne),
paul.cormier01@gmail.com

« Opérationnaliser les espaces (géographiques) du militantisme en contexte répressif : enjeux théoriques et méthodologiques. Le cas de la gauche radicale turque dans les années 1970 à Ankara »

« On écrit sur le temps et l'espace en faisant comme si c'étaient des choses qui n'ont pas encore trouvé d'applications dans la vie pratique », KRAUS K., *Pro domo et mundo. Aphorismes et réflexions II*, Bibliothèque Rivages, Paris, Payot-Rivages, 2015, p. 67.

1) D'une question empirique aux enjeux théoriques et méthodologiques

L'espace géographique connaît depuis quelques années un retour dans les questionnements théoriques des sciences sociales¹. Cela se perçoit également en ce qui concerne le rôle de l'espace sur les mouvements sociaux². Si la nécessité de réincorporer l'espace physique dans l'analyse des mobilisations afin de ne plus les laisser « sur une tête d'épingle », pour reprendre les termes de Choukri Hmed³, est aujourd'hui largement partagée, c'est sur des questions méthodologiques que je voudrais m'arrêter à travers cette communication. En effet, une fois actée la nécessité d'analyser l'effet que l'espace exerce sur les mouvements sociaux (et réciproquement), il faut se pencher sur la manière d'opérationnaliser méthodologiquement et empiriquement cette profession de foi. Or, les propositions en la matière, comme en ce qui concerne tout nouveau chantier scientifique, sont

¹ SOJA E. W., *Postmodern Geographies. The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, Coll. Radical Thinkers, Londres/New York, Verso, 2011, 228 p.

² AUYERO J., « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, 2005/5, pp. 122-132, MILLER, B. A., *Geography and Social Movements: Comparing Antinuclear Activism in the Boston Area*, University of Minnesota Press, 2001, 240 p., NICHOLLS W. J., MILLER B. & BEAUMONT . (eds.), *Spaces of Contention. Spatialities and Social Movements*, Farnham, Ashgate, 2013, SEWELL W. H., "Space in Contentious Politics", in AMINZADE R. R., GOLDSTONE J. A., MCADAM D., PERRY E. J., SEWELL Jr. W. H., TARROW S. & TILLY C., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, pp. 51-89, TILLY C., "Spaces of contention", *Mobilization: An International Journal*, 2000, Vol. 5 (2), pp. 135-159, ZHAO D., "Ecologies of Social Movements: Student Mobilization during the 1989 Prodemocracy Movement in Beijing", *American Journal of Sociology*, Vol. 103, n°6, May 1998, pp. 1493-1529.

³ HMED C., « Des mouvements sociaux « sur une tête d'épingle » ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, 2008/4 n° 84, p. 145-165.

éparses, lacunaires et sans grande cohérence⁴. J'aborderai donc cette question à travers un cas d'étude tiré de ma thèse en cours : l'occupation et la politisation de l'espace urbain par les groupes de la gauche révolutionnaire dans la Turquie des années 1970.

Précisons d'abord quelques éléments afin d'éclairer la place que cet aspect tient dans ma recherche. Celle-ci traite des conséquences biographiques du militantisme au sein des groupes de la gauche révolutionnaire turque des années 1970, notamment face au coup d'Etat militaire du 12/09/1980 et de la répression qui l'a suivi. En effet, la période 1974-1980⁵ est un moment de polarisation politique croissante (entre gauche et droite et, singulièrement, entre organisations d'extrême droite et d'extrême gauche qui fait plus de 5 000 morts dans les affrontements), de politisation progressive d'un ensemble de secteurs d'activités sociale (police, enseignants, ingénieurs, architectes...) sur fond de crise économique, politique et sociale. La montée en puissance des groupes d'extrême droite chapeauté par le MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi* – Parti de l'action nationaliste) est liée à une forte structuration interne facilitée autant que permise par un usage – alors banalisé – de la captation des ressources étatiques par le parti, notamment suite à sa participation aux gouvernements de coalition de droite (*Milliyetçi Cephe* – Front nationaliste) entre 1975 et 1978.

Apportons quelques précisions à ce que j'appelle « gauche révolutionnaire turque » : nous nous trouvons là face à un ensemble d'acteurs plus ou moins coordonnés dans le temps et dans l'espace mais également en leur sein⁶ : plusieurs partis politiques socialistes légaux (TIP, TSIP...) issus du Parti ouvrier de Turquie (*Türkiye İşçi Partisi* – TIP, 1961-1971) participant par la voie légale à la compétition politique, des partis politiques clandestins (TKP – *Türkiye Komünist Partisi*), des syndicats de branche fédérés dans une confédération socialiste, la DISK (*Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu*) et des associations professionnelles politisées (chambres des ingénieurs, des architectes...). Ces organisations n'ont pas de politique d'occupation de l'espace autre que temporaire (manifestations, grèves et occupations d'usine). Enfin, naissent, ou plutôt renaissent en revendiquant l'héritage des trois principaux groupes et de leurs leaders⁷ de la fin des années 1960 (THKO, THKP-C, TKP-ML/TIKKO), une myriade de groupes illégaux (mais non forcément clandestins), principalement d'origine étudiante mais qui vont rapidement se développer au-delà des espaces universitaires (*Devrimci Gençlik* qui devient *Devrimci Yol*, *Kurtuluş*, *Halkın Kurtuluşu*, *Halkın Yolu*, TIKP⁸...) et leurs avatars lycéens. Ces groupes, auxquels il faut adjoindre dans une moindre mesure les organisations de jeunesse des partis politiques légaux et illégaux (TIP, TKP...), ne sont pas uniformément répartis sur le territoire national, ni même

⁴ L'analyse géographique s'est parfois déployée dans une perspective synchronique, par exemple à travers l'étude de trajets de manifestations ou l'analyse d'incidents entre protestataires et forces policières la police. Mais elle n'est que rarement pensée diachroniquement à différentes échelles en sociologie de l'action collective. Les rares tentatives en la matière viennent davantage des géographes, voir à ce propos RIPOLL F., *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse de doctorat, Université de Caen, 2005.

⁵ Le 12 septembre 1980, le haut-commandement militaire sous la tutelle du général Evren, prenant prétexte de l'accroissement des violences et de la situation politique et économique du pays, prend le pouvoir. Il instaure dès lors un régime militaire jusqu'en 1983, rédige une nouvelle constitution autoritaire et engage le pays sur la voie du libéralisme économique.

⁶ La discussion autour de la qualification de cette concentration d'acteurs aux relations complexes entre elles et avec le champ politique fera l'objet d'une discussion dans le cadre de la thèse. Notons toutefois que Benjamin Gourisse a proposé d'employer le concept de « système d'action », emprunté à Jacques Lagroye, Frédéric Sawicki et Bastien François, pour en rendre compte. Voir GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, Coll. Recherches Internationales, Paris, Karthala, 2014, 351 p.

⁷ Respectivement Deniz Gezmiş, Mahir Cayan et Ibrahim Kaypakkaya, tous trois exécutés ou tués par l'armée après le coup d'Etat de 1971.

⁸ Ces organisations comptent entre quelques centaines (TIKKP maoïste, groupes trotskystes) et plusieurs dizaines de milliers de membres (*Dev Yol*).

dans l'espace urbain des grandes métropoles. Les rapports de force entre organisations de gauche – et avec les organisations d'extrême droite – varient considérablement d'un espace à l'autre (ville, quartier ou même d'une institution à l'autre). Ils entretiennent des liens de conflictualité plus ou moins forts et/ou peuvent sceller des alliances ponctuelles suivant les configurations locales.

Parallèlement à ces dynamiques, l'Etat turc, quoi qu'en dise la littérature classique en sciences sociales⁹ sur la question, n'est pas un Etat omnipotent exerçant sur la société turque une tutelle par le haut. Bien au contraire, il n'avait alors pas les ressources pour contrôler réellement certains pans de son territoire (périphéries rurales, quartiers en développement dans les marges urbaines¹⁰). Il s'affaiblit d'autant plus qu'il est l'enjeu de diverses stratégies de captation de ses ressources par les acteurs politiques engagés, du local à l'échelle nationale. Cet affaiblissement de l'Etat et de ses forces répressives¹¹ facilite l'autonomisation plus ou moins durable de certains espaces du territoire qui passent entre les mains de groupes politiques de gauche ou de droite. Benjamin Gourisse avait ainsi montré, s'appuyant sur ce point sur les travaux pionniers d'Hamit Bozarslan, que l'occupation de territoire là où l'Etat n'avait que peu de prise ne relevait pas des mêmes logiques ni de la même économie de moyens suivant les lieux où elle prenait place¹². La perspective de ces travaux, en dépit de focales placées sur des événements précis (commune de Fatsa, massacre de Kahramanmaras), restait toutefois largement cantonnée à l'échelle nationale tout en soulignant la place centrale des configurations locales dans les dynamiques politiques¹³.

Mon terrain n'a fait que confirmer cette assertion tout en me faisant remarquer, notamment à travers les entretiens, que l'espace géographique, (urbain, universitaire etc.) occupait – plus encore que lors de la période 1968-1971, période d'agitation étudiante et de création de petits foyers de guérilla révolutionnaire stoppés par un coup d'Etat en 1971¹⁴ – une place centrale dans l'action politique d'alors. C'est donc à un rapprochement entre analyse localisée *et* spatialisée que j'appelle ici. Cependant, l'analyse plus précise des caractéristiques de cette occupation m'a amenée à diversifier mes outils d'analyse et à affiner les lieux et les temporalités de cet usage de l'espace. Je me suis appuyé sur les résultats de ces analyses conduites à l'échelle nationale pour mieux cerner, par le biais de la comparaison, les dynamiques locales à l'œuvre dans les deux villes principales du pays : Istanbul et Ankara.

⁹ Voir notamment HEPER M., *The State Tradition in Turkey*, Northgate, The Eothen Press, 1985, 218 p. et GOURISSE B., *La violence politique en Turquie*, *op. cit.* pour sa critique.

¹⁰ L'exode rural est un phénomène massif et rapide dans les décennies 1960-1970. A titre illustratif, la ville d'Ankara passe de 905 660 habitants en 1960 à 1 236 152 en 1970 et 1 877 755 en 1980, PEROUSE J-F., « Ankara: la croissance équivoque d'une création-symbole », *Revue Géographique de l'Est (Villes du Proche-Orient)*, vol. 2-3, 1997, pp. 219-220.

¹¹ La police manque alors cruellement de moyens humains et matériels pour lutter contre le développement de la violence. Elle subit par ailleurs une forte politisation de son personnel qui se répartit en deux organisations professionnelles (de gauche (*Pol-Der*) et de droite (*Pol-Bir*)) en conflit ouvert conduisant à une politisation des pratiques policières. Seule l'armée parvient à se maintenir, non sans mal ni purges internes menées par les militaires conservateurs, hors de ce phénomène de politisation.

¹² Dans les zones de l'Est et du Sud du pays, le clivage politique gauche/droite se superposait à des clivages plus anciens (religieux (sunnites/alévis) et ethniques (turc-kurde)), contribuant ainsi à les reformuler et à les politiser. C'est dans ces zones que la violence fut la plus meurtrière, notamment à travers des pogroms contre les populations alévis assimilées par l'extrême droite à la gauche (massacres de Kahramanmaras, Malatya et Corum).

¹³ C'est ainsi dans la continuité des travaux insistant sur l'intérêt de l'analyse localisée du politique que nous situons notre enquête, permettant, par une analyse fouillée des dynamiques locales, de mieux comprendre les dynamiques à plus vaste échelle. Voir BRIQUET J-L & SAWICKI F., « L'analyse localisée du politique », *Politix*, Vol. 2, n°7-8, Octobre-décembre 1989, pp. 6-16.

¹⁴ La tutelle militaire sur la politique se prolonge jusqu'en 1973. Une forte répression frappe alors les milieux de gauche (presse militante interdite, partis fermés, leaders et militants emprisonnés et torturés).

Ces villes sont, dans les années 1970, les deux pôles d'attraction majeurs de l'exode rural et concentrent en leur sein la majeure partie des institutions d'enseignement supérieur d'alors¹⁵, lieux où se développent les groupes qui sont au cœur de ma recherche¹⁶. J'ai donc mené, en complément de ma recherche sur les parcours biographiques, un travail de réinscription de ces trajectoires dans leurs espaces sociaux et physiques d'alors¹⁷. C'est ce travail de « reconstitution » qui relève davantage du « bricolage », cher à Roger Bastide, sur le terrain que je me propose de présenter ici afin de le soumettre à la discussion. J'évoquerai d'abord quelques pistes conceptuelles qui m'ont aidées à penser cette question avant de présenter mon dispositif méthodologique et ses résultats empiriques.

2) *Quelques idées conceptuelles*

Il me faut tout d'abord déterminer différentes notions avant de préciser la manière d'en rendre compte dans l'enquête. Une première remarque concerne la notion d'échelle. On ne peut rendre fidèlement compte des réalités du terrain qu'en tenant simultanément compte de différentes *échelles d'analyse* distinguées par le chercheur¹⁸ mais aussi des différentes *échelles d'action* des organisations révolutionnaires. L'analyse des groupes révolutionnaires turcs sur la période a jusqu'ici beaucoup porté sur leur implantation nationale et leur action globale¹⁹. On se doit bien sûr d'en tenir compte dans l'analyse localisée et spatialisée de leur action au risque de perdre une « vision d'ensemble » permettant la comparaison et la mise en cohérence des pratiques locales. De même, on ne peut pas ne pas avoir à l'esprit la manière dont, en même temps et en d'autres points du territoire, se structurent d'autres mobilisations plus ou moins connectées entre elles. Cela implique donc de définir clairement et de tenir ensemble différentes échelles d'analyse rendant intelligible le local. Mais il faut tout autant rapprocher les différentes échelles d'action et les circulations entre celles-ci, des acteurs et des pratiques. C'est donc à un double « jeu d'échelles »²⁰ permanent et maîtrisé que nous invite cette démarche.

Une seconde remarque tient au fait que la réinscription des mobilisations dans l'espace physique dans lequel elles se déroulent ne saurait remplacer ni même se penser de manière autonome des autres variables habituellement prises en compte dans la sociologie des mouvements sociaux (mobilisation des ressources, répertoires d'action...). Tout au contraire, elles donnent à voir avec davantage de précision la manière dont celles-ci s'incarnent physiquement et sont adaptées au contexte local. La combinaison des analyses « classiques »

¹⁵ Sur 13 universités opérationnelles dans la seconde moitié des années 1970, 6 sont situées dans ces deux villes (les universités de l'Est du pays (6) créées pendant la décennie 1970 n'existent alors que sur le papier): Adana : Cukurova Universitesi (1970), **Ankara : Orta Dogu Teknik Universitesi (1956)/Ankara Üniversitesi (1946)/Hacettepe Universitesi (1967)**, Bursa : Uludag Universitesi (1975), Erzurum : Atatürk Üniversitesi (1955), Eskisehir: Anadolu Üniversitesi (1973), **Istanbul: Istanbul Üniversitesi (1963)/Istanbul Teknik Üniversitesi (1944)/Bogaziçi Üniversitesi (1971)**, Izmir: Ege Universitesi (1955), Kayseri: Erciyes Üniversitesi (1969), Trabzon : Karadeniz Universitesi (1955). Les instituts supérieurs d'éducation (*Egitim İstitüleri*) sont également largement concentrés dans ces deux villes.

¹⁶ En plus des questions d'accessibilité du terrain, il me semblait utile sinon indispensable de sortir de l'« istanboulo-centrisme » des recherches sur la Turquie afin d'affiner la connaissance d'autres espaces sans perdre celui-ci de vue.

¹⁷ Ces deux dimensions sont bien entendu indissociables. Je laisse cependant la première de côté pour davantage de clarté.

¹⁸ Par exemple : locale/régionale/nationale ou bloc/quartier/ville...

¹⁹ Qui tendait, du même coup, à les homogénéiser et à surestimer leur centralisation quand l'analyse localisée montre au contraire la formidable hétérogénéité au sein de celles-ci. VANER S., « Violence politique et terrorismes en Turquie », *Esprit*, n°10-11, octobre – novembre 1984, pp. 79-104.

²⁰ REVEL J. (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Coll. Hautes Etudes, Paris, Seuil, 1998, 248 p.

avec l'analyse spatiale permet, par exemple, de voir comment « l'effet de nombre » lors des manifestations de rue peut tenir aux espaces traversés ou occupés par celle-ci.

Confrontant la littérature au terrain, mais toujours en partant de celui-ci, j'ai essayé de catégoriser un certain nombre de manières d'utiliser l'espace de la part des groupes révolutionnaires turcs dans la décennie 1970. Je me suis, pour cela, inspiré des travaux de sociologie de l'action collective qui tenaient compte de l'espace ainsi que de ceux d'Eving Goffman. Dans son fameux livre *Asiles* il consacre plusieurs pages à la question de l'occupation de l'espace par les malades au sein de l'hôpital²¹. Il distingue trois types d'espaces, dont deux nous intéressent particulièrement ici car ils sont transposables empiriquement: les « zones franches » (p. 283), espaces de circulation et de cohabitation inégalement partagées par tous les acteurs et les « territoires réservés » (p. 294), c'est-à-dire des zones que s'approprient un groupe de malades à la manière des gangs – la comparaison est de Goffman lui-même. Cette seconde notion a trouvé des échos dans la sociologie de l'action collective puisque Francesca Polletta avait développé l'idée de « *free spaces* »²² et Charles Tilly avait parlé de « *safe spaces* »²³. Ces notions renvoient à l'idée d'appropriation de l'espace et de constitution de celui-ci en « base », à la fois au sens social en ce qui concerne les étudiants et les populations des quartiers occupés et dans le sens militaire du terme, une zone éventuelle de repli pour développer l'action ou s'y retrancher. Dès lors, l'hypothèse que je tente de soutenir dans le cadre de ce travail sur l'espace est la suivante : l'espace géographique, dans la mesure où il est soustrait temporairement ou durablement aux autorités, devient lieu de concentration des ressources organisationnelles, jouant suivant sa localisation comme « base arrière » ou « avant-poste ». Il s'agit là d'une métaphore militaire dans un conflit alors conçu comme militaire.

Il faut néanmoins nuancer le propos et préciser différentes modalités d'occupation de l'espace. En effet, se contenter de définir et de qualifier des zones empêche de voir l'usage qui en est fait, synchroniquement et/ou diachroniquement. On peut ainsi distinguer :

- L'occupation **durable** de deux types d'espaces : 1) institutionnels comme les campus universitaires (ODTÜ, SBF), 2) les quartiers centraux dans lesquels se trouvent les *yurt*²⁴ (Cebeci, Sihhiye) ou périphériques (*gecekondu*²⁵, *1 Mayıs Mahallesi* à Istanbul) → « territoires réservés ».
- L'occupation **temporaire** 1) d'espaces urbains centraux et symboliques (Taksim, Kızılay) ou 2) d'espaces urbains stratégiques (carrefours, rues, stations de bus) 3) d'institutions : usines (renfort aux ouvriers pendant les grèves) → « zones franches ».
- Mais il faut également tenir compte des **circulations** qui sont de deux types : 1) circulation quotidienne des militants (en tenant compte de la politisation des quartiers dans les itinéraires empruntés), 2) trajets des manifestations et cortèges funéraires des militants abattus qui emploient des itinéraires spécifiques dans la ville, 3) circulations à l'échelle régionale et/ou nationale des militants qui entretiennent les connexions avec les activistes de la même organisation ou d'autres groupes dans des lieux différents.

21 GOFFMAN E., *Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux*, Coll. Le Sens commun, Paris, Minuit, 1968, 449 p.

22 POLLETTA F., “Free spaces’ in collective action”, *Theory and Society*, 1999, Vol. 28, pp. 1-38.

23 TILLY C., “Spaces of contention”, *Mobilization: An International Journal*, 2000, Vol. 5 (2), pp. 135-159.

24 Les *yurt* sont l'équivalent turc des résidences universitaires. Elles accueillent le plus souvent les étudiants sur la base de leur origine géographique provinciale (*Sivas yurdu*, *Erzurum yurdu*...)

25 *Gecekondu*, mot à mot « construit la nuit », renvoie aux logements périurbains construits illégalement par les nouveaux migrants dans la nuit mettant les autorités devant le fait accompli.

- Enfin, la géographie nous introduit pour sa part à une notion centrale dans l'analyse de l'occupation de l'espace par les groupes politiques des années 1970 : la question des « **frontières** »²⁶. Celles-ci sont en effet âprement disputées, mobiles dans le temps et dans l'espace et elles sont les lieux de friction où se produisent les altercations entre groupes opposés.

C'est donc dans la prise en compte simultanée dans l'analyse de ces éléments variables dans le temps que l'on pourra rendre justice à la pluralité des usages de l'espace par les organisations politiques turques des années 1970 et, au-delà, donner une contenance méthodologique au projet de réintégrer l'espace à l'analyse des mouvements sociaux. Une fois ces précisions conceptuelles apportées, c'est aux conditions de confrontation que je souhaite consacrer les prochains développements.

3) La question des sources et de la réalisation empirique de l'analyse : mais comment s'y prendre quand on est sur place ?

L'enjeu central de cette communication se trouve dans les méthodes mises en œuvre pour opérationnaliser ces quelques notions et concepts théoriques trop rapidement esquissés. En effet, les manuels de sociologie et de science politique sont plus que discrets sur la mise en œuvre de l'analyse spatiale. C'est donc en partie vers la géographie urbaine que je me suis tourné. Je ne visais pas à acquérir une formation accélérée et autodidacte en la matière mais j'y ai pioché des idées et des méthodes en lien avec ma problématique que j'ai par la suite reformulées au contact du terrain. Par ailleurs, la question initiale qui se pose à qui ambitionne de traiter un tel sujet et qui répond à une première difficulté : comment rendre compte d'organisations et d'espaces physiques disparus sinon considérablement transformés depuis 40 ans ? Sur quelles sources peut-on se baser ? Empruntant ici la règle d'or de nos collègues historiens (dont mon travail n'est d'ailleurs pas si éloigné), j'ai opté pour une critique interne et externe des sources à ma disposition. Quelles étaient-elles et que permettaient-elles de voir ?

D'abord, j'ai réservé un pan de chaque entretien biographique à la question des espaces du militantisme – mais aussi de tous les espaces de vie alors utilisés par les militants – afin de connaître leurs parcours géographiques au sein du pays (migration(s) vacances scolaires) et au sein de la ville, qu'ils soient résidentiels (quartiers successivement habités), ou qu'ils concernent leurs déplacements d'alors (logement → université, logement → café, etc., déplacements entre villes pour des réunions politiques ou de la ville vers les campagnes pour « aller à la rencontre du peuple »). Je leur demandais également leurs souvenirs concernant les quartiers de gauche et les quartiers de droite ainsi que les liens qu'ils pouvaient entretenir avec ces espaces. Cet aspect s'est révélé très riche car, en plus de me permettre d'objectiver la mobilité personnelle des militants, ceux-ci avaient conservé une mémoire relativement claire des quartiers occupés par leur groupe et les groupes adverses. Cependant, l'élément qui faisait le plus souvent défaut était la temporalité ; ils ne pouvaient que rarement répondre à la question des dates d'occupation des espaces. Le croisement des entretiens (et d'autres sources sur lesquels je reviendrai ci-après) m'a permis d'identifier des espaces cités de manière récurrente pour leur forte politisation (ODTÜ) ou la violence qu'ils avaient connus (Bahçelievler, Balgat). Ils m'ont permis également d'identifier des zones de friction, que j'ai plus haut qualifiées de « frontières » et d'espaces disputés, de manière constante ou temporaire. Enfin, ils m'ont permis de cerner certains lieux de sociabilité importants comme

²⁶ Toujours dans la perspective de tenir ensemble espace social et espace physique, on saisit ici toute la pertinence de cette notion de frontière qui détermine autant l'espace physique occupé par les groupes que leurs frontières organisationnelles et sociales.

les lieux de rassemblements (Kurtuluş) ou d'autres qui n'apparaissent pas dans les autres sources (librairies, cafés).

Au cours de certains entretiens, j'ai mobilisé une carte de la ville d'Ankara (plus rarement en ce qui concerne Istanbul) afin de repérer plus aisément les espaces mentionnés par les militants, éventuellement en leur demandant de me les montrer et de circonscrire les espaces qu'ils avaient en mémoire sur celle-ci. Cela s'est avéré productif et je crois que c'est là un outil dont il faut poursuivre et approfondir l'usage. Un bémol cependant vient du fait que je n'ai pas trouvé de carte d'Ankara dans les années 1970 exploitable. J'ai donc dû travailler avec une carte contemporaine ce qui n'est pas sans créer des biais potentiels dans les repérages²⁷. L'usage que j'ai fait des cartes ne nous rapproche qu'en partie des cartes mentales dont l'usage se développe en sociologie et en science politique et qui donne des résultats intéressants²⁸. Si l'inspiration est voisine, celles-ci sont davantage employées non pour restituer un espace passé mais pour analyser l'appropriation et l'usage d'espaces contemporains.

Mon corpus biographique est également composé des mémoires publiés par les militants de gauche de cette période, ce qui m'a conduit à les lire dans la perspective d'exploiter les données en termes de dates et de lieux qui y étaient donnés : lieux et trajets des manifestations, lieux de sociabilité, lieux des événements marquants narrés par l'auteur. J'ai référencé les lieux cités et suis en train de les exploiter. Ils recourent, parfois avec davantage de précision, les lieux évoqués dans les entretiens. Une fois encore, les recoupements avec d'autres données (presse, entretiens) permettent la critique des faits avancés.

Les sources employées par ailleurs relèvent davantage des méthodes classiques de la sociologie et de la science politique, à savoir le croisement des sources de presse²⁹, des documentaires consacrées à cette période ainsi que des photographies³⁰. Les recoupements entre littérature grise (militante³¹, rapports parlementaires, rapports d'ONG) et scientifique ainsi que des discussions avec des collègues ayant travaillé sur des questions proches ont été d'une grande utilité pour définir et circonscrire les espaces et les mobilités entre et au sein de ceux-ci.

Enfin, afin de repérer et de mieux cartographier les villes considérées, j'ai recouru aux statistiques de l'Etat turc qui permettent de resituer la croissance urbaine ainsi qu'un certain nombre d'autres variables utiles à l'analyse. C'est par le croisement de ces différentes sources que j'ai commencé à reconstituer les espaces et les circulations militantes à Istanbul et à Ankara sur la période 1974-1980. J'insisterai principalement ici sur la ville d'Ankara afin de pouvoir donner davantage de précisions empiriques et méthodologiques en soulignant les résultats probants et les difficultés rencontrées dans cette reconstitution.

²⁷ Même si les quartiers et les principaux axes existent toujours.

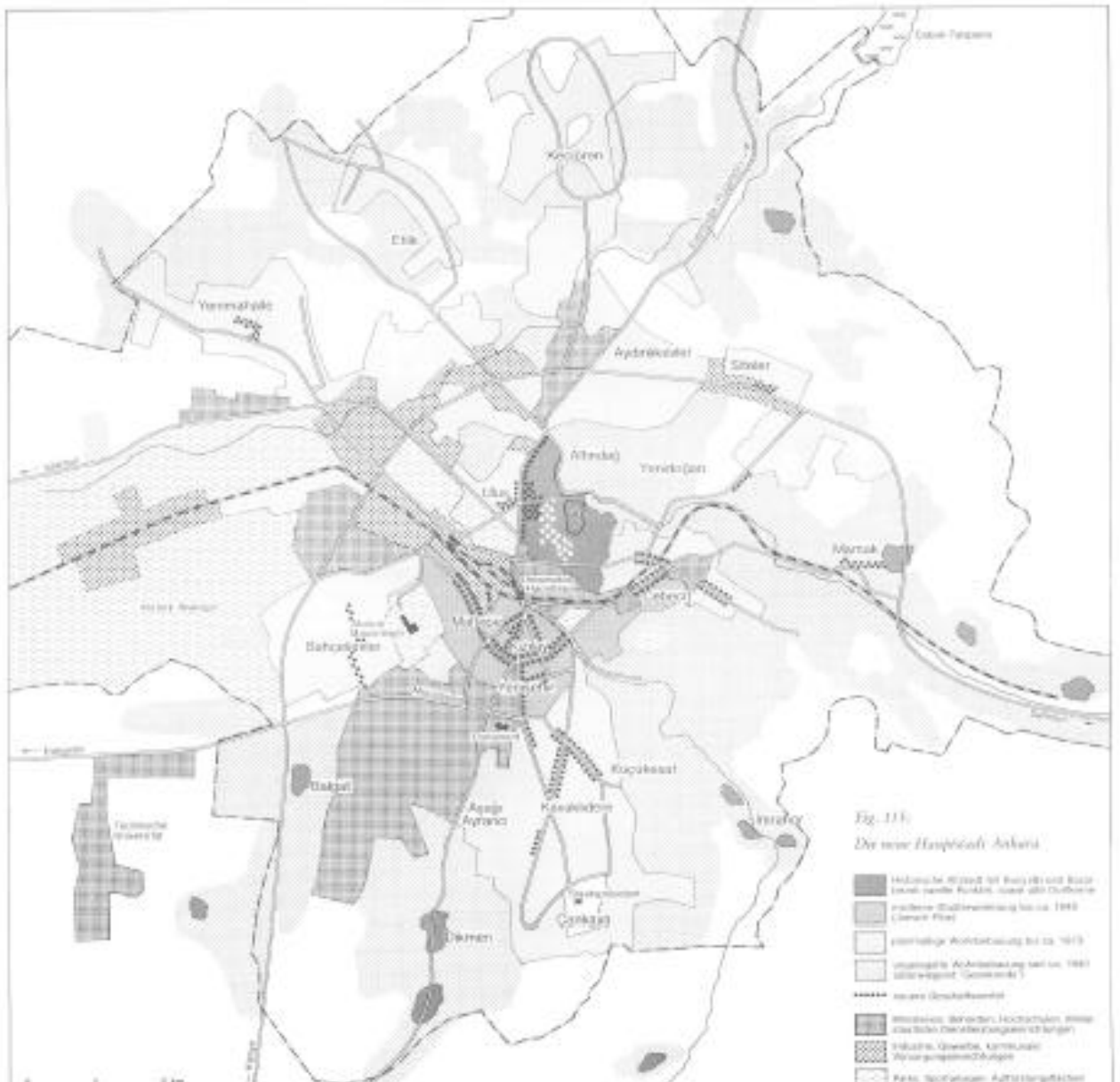
²⁸ BREUX S., REUCHAMPS M. & LOISEAU H. (dirs.), *Carte mentale et science politique. Regards et perspectives critiques sur l'emploi d'un outil prometteur*, Berne, Peter Lang, 2011, 186 p. & ROWNTREE B., « Les cartes mentales, outil géographique pour la connaissance urbaine. Le cas d'Angers (Maine-et-Loire) », *Noréis*, n°176, 1997, pp. 585-604.

²⁹ J'ai dépouillé et croisé les deux principaux quotidiens turcs de l'époque, *Milliyet* et *Cumhuriyet*, sur la période 1974-1980.

³⁰ Celles-ci ont été collectées auprès des militants, trouvées dans les archives de presse ou issues de diverses sources (archives mises en ligne...). J'ai veillé à ne considérer que les sources identifiables et datées.

³¹ L'accès complexe aux archives des publications militantes a compliqué leur dépouillement dans cette perspective. Par ailleurs, les publications auxquelles j'ai pu avoir accès (*Dev Yol* à partir de mai 1977) sont diffusées à l'échelle nationale et ne mentionnent pas les actions menées localement à moins qu'elles n'aient eu un retentissement tragique.

4) Ankara dans les années 1970



Source: HÜTTERHOTH W-D., *Türkei*, Wissenschaftliche Länderkunden Band 21, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982, pp. 490-491.

On peut essayer de recréer, par cette approche de croisement des sources, une carte d'Ankara dans les années 1970 qui nous donne une idée de la politisation des quartiers. J'insisterai dans mon analyse sur les espaces contrôlés par la gauche que je mettrai en parallèle, sans les décrire plus avant, avec les espaces contrôlés par les groupes de droite. Précisions d'emblée qu'il ne faut pas supposer que cette polarisation politique affecte de manière uniforme, tant dans le temps et dans l'espace, l'ensemble du territoire turc sur l'ensemble de la période concernée. De plus, ces groupes sont diversement répartis sur le territoire tout comme ils sont diversement actifs et puissants sur celui-ci. L'occupation territoriale ressort dès lors comme un moyen d'accumulation des ressources pour les

organisations et de créer une hégémonie sur un territoire, y compris par l'usage de la violence³². C'est cette perspective que je propose de poursuivre ici.

Faute de sources totalement exhaustives³³, on ne peut rendre totalement compte des points nodaux d'inscription des groupes dans ces espaces : on en connaît la nature (libraires, cafés, associations (*Halk Evleri*³⁴, organisations professionnelles, sièges des groupes de gauche) mais on ne peut pas toujours aujourd'hui, du fait de la profonde transformation des villes, retrouver leur emplacement exact. On se fiera pour cela aux entretiens avec les militants concernés.

Compte tenu des données dont je dispose et en reprenant les concepts précédemment cités, on obtient une répartition comme suit des quartiers d'Ankara au cours de la période 1974-1980. J'ai choisi de présenter les quartiers et les établissements scolaires où les groupes de gauche et de droite sont très présents. Une troisième couleur est réservée aux « zones franches ». Les quartiers de *gecekondu* sont ici présentés en gras. Tous les quartiers d'Ankara n'apparaissent pas dans la liste : tous n'étaient en effet pas occupés et politisés et d'autres n'apparaissent jamais dans les sources.

- Droite :

- Quartiers : Beşevler, Bahçelievler (siège du MHP), une partie de Mamak, le sud de Cebeci (Kurtuluş, Kolej), Ulus, Tandoğan, une partie de Sıhhiye (ministère de la santé contrôlé par les idéalistes pendant le MC (1975-1978).
- Etablissements scolaires : Ankara Tıp Fakültesi, Gazi Üniversitesi, incursions à Hacettepe régulières (entretien Saime), Gazi Eğitim Enstitüsü (Sedat Göçmen dans ses mémoires). L'avenue de Küçüksat à Kavaklıdere contient plusieurs yurt de droite et les militants de gauche ne peuvent y passer sans risques.

- Gauche :

- Quartiers : Cebeci nord et nord de Kurtuluş, une partie de Mamak, Dikmen.
- Etablissements scolaires : ODTÜ, faculté de science politique (SBF) et de droit), zone autour de Hacettepe avec affrontements récurrents (proximité de ATF), station de bus pour ODTÜ à Tunalıhilmî,

- Les « zones franches » : sont Cankaya et particulièrement Kızılay et Atatürk Bulvarı et l'Anıt Kabir.

Il faudrait, à la suite de cette cartographie, croiser ces informations avec les relevés démographiques permettant de connaître les populations résidant dans ces différents quartiers (origine, religion...), les résultats électoraux locaux, la présence d'institutions et d'infrastructures d'Etat etc. afin d'expliquer les raisons de la pénétration des groupes dans ces espaces (sans négliger l'usage de la contrainte...).

³² Le massacre de Bahçelievler me semble à cet égard révélateur : en octobre 1978, 6 militants du TIP sont torturés puis brûlés par des militants du MHP dans un quartier que ceux-ci dominaient alors. Cet acte servait à effrayer les autres groupes et leurs militants afin d'assurer au MHP une hégémonie totale sur cet espace. Ce sont dans les espaces « partagés » que la violence est la plus intense.

³³ Certains événements marquants (massacre de Balgat et de Bahçelievler) concentrent la plupart des mentions invisibilisant d'autres événements ou lieux moins cruciaux. C'est là un des biais potentiels dont il faut tenir compte.

³⁴ Les *Halk Evleri* (Maisons du peuple), créées par l'administration kémaliste dans les années 1930 connaissent, depuis les années 1960, une forte politisation à gauche de leur activité. Elles ont une vocation d'éducation populaire et culturelle. Elles furent dissoutes par le coup d'Etat de 1980 et renaîtront en 1992.

Cependant, si on obtient un aperçu de la couleur politique majoritaire des quartiers, on ne peut généralement aller davantage dans le détail (quel groupe domine et, s'ils sont plusieurs, qui domine quelle partie ?). Je sais par ailleurs que certaines enclaves du camp opposé pouvaient exister au sein d'un quartier majoritairement dominé par un camp politique (comme dans le cas du quartier de Tandoğan). Ensuite, le repérage de la mouvance majoritaire ne renseigne pas nécessairement sur les modalités de contrôle sur cet espace pour plusieurs raisons : plusieurs groupes (notamment à gauche) se partagent cet espace qui manque de ressources humaines, matérielles et organisationnelles. Les interactions récurrentes avec les forces de l'ordre (surtout à partir de la proclamation de l'état de siège en 1978) les empêchent parfois de contrôler réellement l'espace.

Dans les *yurt* et les universités, les forces de sécurité ne peuvent théoriquement pas entrer, favorisant ainsi le développement d'actions d'occupation (comme à ODTÜ en 1977 où plusieurs mois de boycott et d'occupation viennent à bout du nouveau recteur proche du MHP, Hasan Tan, nommé par le gouvernement). Ainsi, l'université ODTÜ est, depuis la fin des années 1960, très ancrée à gauche. Elle sera dominée très largement par Dev Yol dans la seconde moitié des années 1970, qui en fera son bastion³⁵. Par ailleurs, sa position à l'extérieur de ville la protège des incursions des groupes d'extrême droite. L'université Hacettepe, par contre, est partagée entre militants de gauche et de droite qui s'affrontent régulièrement (plusieurs personnes sont assassinées dans ce secteur) pour en prendre le contrôle. La zone sud est tenue par les militants idéalistes tandis que la zone nord où se trompe la station de minibus pour ODTÜ est contrôlée par la gauche ce qui permet de maintenir le contact et de garantir la sécurité des militants faisant la navette. Ce sont sur les espaces de frottement, de friction qu'ont lieu les violences entre groupes opposés (Cebeci ou Tandoğan).

L'occupation de territoire relève d'une double logique : elle permet d'abord de garantir l'accès à certains points importants du territoire urbain (carrefours, stations de transport en commun etc.) afin de repousser ou de se protéger des intrusions des groupes concurrents et opposés et d'y développer temporairement ou de manière pérenne ses propres activités. En effet, les frontières des espaces contrôlés sont gardées par des militants armés³⁶ garantissant aux organisations de pouvoir préparer leurs actions dans un calme relatif. Ensuite, le contrôle de l'espace joue comme un capital symbolique non négligeable. Certains espaces prestigieux ou l'étendue d'espace contrôlé permettent de juger de l'importance de l'organisation concernée. Quand ces territoires passent entre les mains d'un groupe ou est partagé entre plusieurs groupes de gauche, il est « marqué » par ceux-ci : graffiti, affiches, sentinelles.

Les relations avec les populations sont variables mais la présence des organisations permet parfois de les protéger des groupes adverses. Celles-ci participent avec plus ou moins d'entrain aux activités « révolutionnaires » (séminaires, lectures, crèches) mises en place par les groupes et participent parfois financièrement à leur maintien (cotisation, achat de nourriture et coopératives). Au cours d'un entretien, Leyla raconte ainsi la bienveillance de la population à Mamak vis-à-vis de Dev Yol et les nombreuses activités auxquelles participaient les habitants. Les groupes révolutionnaires investissent les quartiers en apportant directement leur soutien et leur aide aux populations marginalisées car récemment urbanisées dans l'acquisition des services de base et dans la reconnaissance de l'occupation des espaces

³⁵ Non sans recourir à la violence physique et symbolique pour marginaliser les organisations de gauche concurrentes sur le campus.

³⁶ Cf. entretien avec İnönü.

urbains³⁷. En échange, les populations tolèrent les groupes et leur fournissent des ressources (argent, espace, hommes...). Le choix des quartiers d'implantation des organisations est dicté par des antécédents politiques (notamment des années 1960) des réseaux sociaux (notamment géographiques (origine commune) mais aussi militants : syndicalisme, partis politiques (rôle du CHP).

Les circulations dans la ville constituent le deuxième élément à analyser. Les informations collectées concernant les manifestations (cf. carte) semblent indiquer qu'elles partent souvent des universités (Hacettepe et SBF) pour converger vers Kızılay, point central de la ville en passant par Kurtulus et Cebeci³⁸. Les manifestations de droite aboutissent également à Kızılay ainsi qu'à Tandoğan (partant de Bahçelievler). Les circulations individuelles dans la ville sont tout aussi intéressantes. Les étudiants d'ODTÜ venant en ville doivent traverser les quartiers ouest d'Ankara, majoritairement de droite et où les militants MHP sont bien implantés. Yalçın raconte ainsi en entretien que les minibus étaient régulièrement caillassés quand ils traversaient le quartier et que des bagarres éclataient souvent à cette occasion. Les déplacements se font presque toujours en groupe (notamment à Hacettepe) afin d'éviter d'être agressés sur le chemin entre les yurt et l'université par exemple. Par ailleurs, des incursions temporaires dans les « zones franches » ou dans des zones du camp opposé peuvent donner lieu à des altercations : Yavuz, alors directeur de la chambre des architectes, raconte ainsi qu'il a été attaqué sur Kızılay par un commando MHP qui s'était trompé de cible. Ce sont les entretiens qui nous renseignent le mieux sur les trajets empruntés par les militants au sein de l'espace urbain pour éviter toute rencontre malencontreuse.

Un aspect important a été jusqu'ici maintenu en retrait alors qu'il semble, face à de tels agissements de la part de groupes révolutionnaires, être de première importance : les forces de l'ordre. Il faut distinguer au sein de celles-ci entre la police et l'armée. La première ne parvient parfois pas à rentrer dans certains quartiers et dans certains lieux et n'est pas suffisamment équipée pour faire face à certains groupes. Par ailleurs, la politisation de ses effectifs entraîne une politisation de la pratique du maintien de l'ordre. La répression est plus féroce et les altercations plus violentes quand des policiers de droite tentent d'intervenir contre des militants de gauche et réciproquement. Des militants et des policiers sont tués au cours de plusieurs affrontements. La seconde intervient davantage à la suite de la proclamation de l'état de siège à la fin de l'année 1978. L'armée est alors en charge d'une partie du maintien de l'ordre et empêche l'implantation durable des groupes dans les quartiers. Celle-ci se maintient néanmoins de manière plus clandestine. Les affrontements avec les militants sont plus rares (car plus redoutés par ces derniers). La « reconquête » des espaces perdus par l'Etat s'opère surtout à compter de cette date (bien qu'ODTÜ soit réinvestie dès le départ des forces de l'ordre) et plus encore après le coup d'Etat de 1980³⁹. De manière générale cependant, et à la différence des marges du territoire turc ou des marges urbaines, le centre ville d'Ankara (Cankaya) où se trouvent les sièges des grandes institutions administratives et politiques du pays ne connaît pas de politisation ni d'occupation autre que temporaire (débouché des manifestations). C'est aussi là qu'ont lieu les affrontements avec la police à l'issue des manifestations.

³⁷ Dans une dynamique proche de ce qu'Asef Bayat avait montré pour l'Iran, voir BAYAT A., *Street Politics. Poor People's Movements in Iran*, New York, Columbia University Press, 1997.

³⁸ Voir l'entretien avec Saime et les témoignages de GÖÇMEN S., *Firtinali Deniz'in Yocuları. Sedat Göçmen Kitabı*, Coll. Yakın Tarih, Istanbul, Ayrıntı 2013, 460 p. et BİLİCİ N., *12 Eylül'e giden yol. Bir Hukuk Öğrencisinin Günlükleri : 1976-1980*, Ankara, Savas Yayinevi, 2013, 243 p.

³⁹ On peut ici noter qu'une *approche géographique de la répression d'Etat* gagnerait tout autant à se développer que l'approche géographique de l'action protestataire.

5) Succès et difficultés d'une analyse

Malgré ces éléments d'analyse qui m'ont permis d'affiner ma connaissance des registres d'occupation et de circulation dans les divers territoires d'Ankara et, du même coup, les logiques présidant aux actions des groupes révolutionnaires, l'analyse cartographique ici présentée comporte certains biais et lacunes. Elle ne rend pas suffisamment compte de l'évolution de ce phénomène dans le temps. Celle-ci condamne à une approche par trop statique car le matériau n'est pas assez précis pour dater précisément tous les événements impliquant les groupes étudiés. Il faut donc rester prudent quant à la mobilisation de ces données. Je ne suis pas toujours sûr que ces espaces aient été occupés tout le temps ni même simultanément dans cet état des choses. Or, comme on l'a vu la situation avant et après la proclamation de l'état de siège est bien différente en ce qui concerne les stratégies d'occupation de l'espace bien les violences politiques continuent et s'intensifient.

Par ailleurs, il est parfois difficile de distinguer le marquage et les modifications laissés par l'organisation occupant un territoire. Il faut encore affiner l'analyse dans cette direction. Si je dispose de photographies des défilés (1^{er} mai, cortèges funèbres suivant des assassinats) qui permettent de renseigner les trajets et les mots d'ordre et slogans employés, les données sont plus faibles sur la manière dont les cités universitaires sont reconfigurées par les étudiants et les organisations politiques révolutionnaires. Faute de sources ce sont là les entretiens qui permettent de nous renseigner, mais sans images. Quant aux quartiers des deux villes enquêtées, les sources sont disparates et inégales. Néanmoins, elles permettent, sur des points précis, de donner une idée de la politisation de l'espace opérée par les groupes de gauche dans les années 1970.

Dans ce même ordre d'idées, le développement de mes connaissances et le recouplement des données me donne une idée de la manière dont chaque espace était occupé. Mais l'on ne peut jamais estimer si les entretiens donnent accès à la réalité quotidienne ou si le souvenir n'est pas, par exemple, focalisé sur un événement violent ponctuel et localisé invitant à surestimer l'usage de la violence dans tel ou tel lieu. Il faut donc renoncer à l'exhaustivité totale mais plutôt, compte tenu des sources disponibles, rendre justice à des logiques situationnelles, organisationnelles et individuelles permettant de saisir les dynamiques à l'œuvre.

Ces difficultés d'ordre analytique recourent en partie les difficultés méthodologiques. Le manque et l'éparpillement des sources m'ont contraints à la rigueur et à la précision. Par ailleurs, mon manque de formation en cartographie est sensible dans la mise en carte des données recueillies. Il me faudrait également parvenir à représenter différemment des espaces différemment occupés.

Quelques mots de conclusion

Il ne s'agit là que de premiers développements concernant l'opérationnalisation, sur un cas présentant des caractéristiques assez particulières, de l'analyse de l'espace géographique de l'action collective. S'ils sont encore lacunaires, il est important de préciser que les sources disponibles, tant quantitativement que qualitativement, jouent un rôle important dans la capacité du chercheur à rendre compte d'une réalité sociale et politique aujourd'hui (presque) disparue.

Il semble néanmoins que cette perspective – on ne saurait encore parler de « méthode » au singulier – soit des plus fécondes pour mieux appréhender le rôle de l'espace

physique sur les mobilisations ainsi que sa réciproque. Cette dimension a jusqu'ici été trop négligée par les chercheurs en sociologie de l'action collective qui tendaient à faire de l'espace géographique dans lequel se déploient les mobilisations de simples toiles de fond ou, au mieux, un « contexte » neutre ou ponctuellement usité. Il me semble au contraire qu'il contraint autant qu'il habilite⁴⁰ et qu'il est surtout susceptible de devenir une ressource autant qu'un enjeu entre groupes en conflit.

Les résultats ici présentés ont ainsi permis de mettre en lumière les effets des choix méthodologiques sur les résultats obtenus – et réciproquement ? – qui semblent permettre confirmer l'idée de la constitution de l'espace comme lieu de concentration des ressources organisationnelles et enjeu de la concurrence politique entre organisations de gauche mais également avec l'extrême droite et les autorités. Je ne peux qu'appeler à l'approfondissement des recherches incluant l'analyse de la spatialisation de l'action collective, et ce, dans une pluralité d'approches (comparative ou monographique, synchronique et/ou diachronique...).

⁴⁰ On retrouve là l'approche d'Anthony Giddens qui a été un des seuls sociologues à inclure la dimension spatiale de la vie sociale dans sa théorie générale. Voir le chapitre 3 « Le temps, l'espace et la régionalisation », in GIDDENS A., *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Coll. Quadrige Grands Textes, Paris, PUF, 2005 [1987].